

Pour ne plus subir ! Pour agir ! Je me syndique à la CGT !

## **RÉUNION DES ORGANISATIONS SYNDICALES AVEC LES POUVOIRS PUBLICS**

<http://cgt-ford.com>

- Mercredi 23 novembre 2011

Pour les Organisations Syndicales de FAI, il n'y avait que la CGT avec la présence du Cabinet Sécafi.

Pour les Collectivités locales il y avait les directeurs de cabinets de la Région, de la CUB, de la Mairie de Blanquefort, du Conseil Général. Etaient aussi présents un représentant de la Direccte et le conseiller régional Francis Wilsius.

Cette réunion avait pour but de faire un échange d'informations entre les Organisations Syndicales et les directeurs de cabinet sur la situation de FAI. Nous regrettons que la CGT se soit retrouvée seule à porter les revendications des salariés de l'usine alors que tous les syndicats étaient invités.

Nous avons bien sûr rappelé les engagements de Ford et des collectivités locales sur la garantie des 1000 emplois. Nous avons fait le point sur l'état d'avancement des projets qui ne représentent pour l'instant que 680 emplois (Racks, Double embrayage, Carter Fox et la BV 6F35). En mettant l'accent sur le fait que d'une part le projet des Racks est temporaire et que d'autres projets sont revus à la baisse en terme d'emplois par rapport aux prévisions de départ.

Nous avons également abordé le projet de fusion de FAI par FAI qui sous entend la disparition du logo Ford. Sur ce point, nous avons appris que le retour du logo serait un point inscrit dans la convention de reprise entre l'état et Ford. La réunion prévue le 1er décembre prochain entre Ford et les collectivités fait suite à une demande conjointe de la Région, de la CUB et du Conseil Général. Nous avons demandé à participer à cette réunion mais si la réponse est négative, une réunion pour croiser les infos sera organisée.

D'ores et déjà, il semblerait que les aides à l'investissement promises par l'état lors du rachat du site ne soient pas totalement au rendez-vous... Sur cette question, nous avons rappelé la bonne santé financière de Ford au niveau Mondial et Européen et dénoncé ce chantage inadmissible à l'emploi.

La situation de GFT a été portée à la discussion en rappelant les similitudes avec FAI et en insistant sur le fait que sans un nouveau produit l'avenir de cette usine serait compromis. C'est pour cette raison que la CGT de GFT revendique de plus en plus le déclenchement d'un droit d'alerte.